

du Canada pour obtenir des débouchés meilleurs et à bon compte vers l'océan qu'ils n'en ont avec leur chemin de fer ou leurs canaux. Tandis que les États-Unis seraient obligés de construire des navires de guerre sur les lacs, les canaux nous permettraient de laisser entrer toutes les canonnières avec lesquelles on pourrait détruire toutes les fortifications américaines. Le sénateur reconnaît ce qu'on a dit au sujet de l'efficacité des volontaires et il n'est pas juste après que des jeunes hommes enthousiastes ont consacré leur temps et leurs énergies pour organiser le mouvement des volontaires que de riches individus qui devraient les encourager avec leurs impôts les traitent avec indifférence. Toutefois, l'orateur n'est pas d'avis que les volontaires soient les seuls à être obligés de faire des manœuvres militaires car il est souhaitable que tous ceux qui peuvent porter les armes en connaissent le maniement. Le sénateur aimerait qu'on enseigne les manœuvres militaires dans les écoles pour que les garçons de 12 à 14 ans apprennent le maniement des armes.

L'honorable M. Wilmot dit qu'il est très regrettable qu'une partie de la population britannique, et il craint en plus qu'il s'agisse d'une partie importante, se prépare à remettre aux mains du Canada et de certaines colonies éloignées le soin de leur propre défense. C'est ce qui transpire dans les derniers débats de la Chambre des communes britannique. A certaines manifestations publiques importantes on a dit que les troupes qui se dirigent d'Halifax vers l'intérieur du Canada au cours de l'hiver, dans la boue et dans la neige, pour défendre le pays, exposent leur vie, connaissent toutes sortes de privations et coûtent cher à la mère-patrie. Il espère que cette forte somme sera judicieusement dépensée, afin que nous en retirions un bénéfice durable.

L'honorable M. Mitchell dit que la mesure répond aux besoins du pays et, par ce qu'il a appris de la population et de ses représentants, il doit en conclure que le pays en sera satisfait. Le gouvernement est content d'apprendre que la promesse du gouvernement britannique, relative au fait que les Canadiens n'ont pas l'intention de dépendre uniquement de la mère-patrie pour se défendre, est sur le point de se réaliser. Abstraction faite de ce que le sénateur Wilmot a entendu en Angleterre, le sénateur Mitchell est convaincu que la population britannique ne veut pas se débarrasser de ses colonies. En Grande-

Bretagne, on ne dit pas que les colonies devraient se défendre toutes seules, ni que l'Angleterre devrait s'en débarrasser, mais plutôt que la Grande-Bretagne et ses colonies devraient s'unir pour former l'empire britannique. Comme les Canadiens sont un peuple libre, pouvant profiter des avantages des lois britanniques, des institutions britanniques et des privilèges qui découlent de nos rapports avec la Grande-Bretagne, ils doivent contribuer à défendre l'empire tout entier et maintenir son intégrité. C'est une opinion juste et raisonnable. Il était présent à l'occasion dont le sénateur Wilmot a parlé, lorsqu'un homme important d'Angleterre a dit que les colonies coûtaient cher au Trésor Britannique et que beaucoup de sang et de deniers publics étaient restés en Amérique Britannique. Le sénateur dit que la Grande-Bretagne a beaucoup perdu pour maintenir les libertés et les droits du Canada. Lorsque ces déclarations ont été faites, le sénateur Mitchell a pensé qu'il n'était pas juste de poser la question de cette façon-là et que la personne qui s'adressait à l'assemblée ne comprenait pas la question. Le sénateur Mitchell a eu le plaisir de prouver à cette assemblée, où il y avait même des nobles anglais, que l'orateur plaçait les colonies dans une position injuste en disant que l'Angleterre devait envoyer des troupes à Saint-Jean et que celles-ci devaient traverser le pays dans la neige et les tempêtes du mois de décembre en mettant leur vie en danger. Le sénateur Mitchell en a profité pour leur demander à quelle bataille les troupes allaient combattre. S'agissait-il de se battre pour les Canadiens? Était-ce pour défendre les libertés de la population de l'Amérique Britannique ou pour protéger les libertés de quelques officiers britanniques de l'invasion de malfaiteurs? Ne s'agissait-il pas de diminuer la protection que donne le pavillon britannique et n'était-ce pas pour cette raison que les troupes avaient été envoyées au Canada? L'auditoire avait semblé très content lorsqu'il a émis ses opinions. Il y a très peu de gens en Angleterre qui veulent nous laisser nous défendre nous-mêmes. Tout ce que les Britanniques nous demandent, c'est que nous payions notre juste part pour sauvegarder les droits et les libertés du pays, si le Trésor anglais accorde des crédits au Canada. A son avis, aucun sénateur, ni aucun Canadien ne désire demeurer sujet britannique, sans être prêt à payer sa juste part pour la défense du Canada. Ces mesures montreront aux Anglais que nous voulons maintenir la puissance britannique en